

Chambre des Représentants.

(1836 — 1837.)

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 2.

M. DE LONGRÉE, 1^{er} Rapporteur.

- | Numéros
du
feuilletton. | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|-------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. | 1189. | Par pétition du 27 décembre 1836,
Le conseil communal de Venloo demande la construction du canal du Nord, projeté et exécuté en partie par le gouvernement français. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics, et dépôt au bureau des renseignements. |
| 2. | 1195. | Par pétition en date du 23 décembre 1836,
Le conseil communal de Boom demande la construction d'un pont sur le Rupel. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics. |
| 3. | 1158. | Par pétition en date du 20 décembre 1836,
Le sieur Van Haelen, négociant, à Bruxelles, réclame le paiement d'une somme de fr. 61,831 52 c., du chef de travaux faits au port d'Anvers. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics. |
| 4. | 1161. | Par pétition en date du 8 décembre 1836,
Le sieur Page, ex-major de la garde civique mobilisée, et pensionné depuis 1826, comme lieutenant-adjutant-major, demande que sa pension soit augmentée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre. |
| 5. | 1214. | Par pétition sans date,
Le sieur A. Jongenelen, à Turnhout, chargé des expertises |

- de la contribution personnelle pour l'exercice 1835, réclame le paiement d'une somme de fr. 20 76 c., qu'il prétend lui revenir de ce chef, au lieu de celle de fr. 7 41 c., qui lui a été payée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
6. 1192. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 janvier 1837,
Le sieur Pierre Robert, domestique, à Bruxelles, demande une indemnité du chef des pertes qu'il a essuyées par l'invasion hollandaise, en 1830, au faubourg de Schaerbeek, par le vol de ses effets. — Concl. — Ordre du jour.
7. 1209. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 décembre 1836,
La dame veuve Cloquet, à Bruxelles, dont le mari est mort par suite des blessures qu'il a reçues en combattant pour la cause nationale, demande une pension. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
8. 1131. Par pétition datée de Bruxelles, le 25 novembre 1836,
La dame Catherine Preugné, épouse de Pierre Buschots, demande que son mari, qui a contracté des infirmités en montant la garde bourgeoise, jouisse de la pension accordée aux blessés de la révolution. — Concl. — Ordre du jour.
9. 1141. Par pétition datée du 7 décembre 1836,
Le sieur A. Lœis, ci-devant procureur du roi près le tribunal de première instance à Diekirch, mis à la pension depuis le 1^{er} janvier 1834, demande l'arriéré de sa pension depuis 1830.
La commission s'étant convaincue, par l'examen des pièces jointes à cette pétition, que M. le ministre de la justice se trouvait dans l'impossibilité de satisfaire à la demande du pétitionnaire, vous propose l'ordre du jour.
10. 1226. Par pétition datée de Nodebais, le 31 décembre 1836,
Les propriétaires de chevaux et voitures de la commune de Nodebais, qui ont été requis, en 1831, pour les transports militaires de l'armée belge, réclament de ce chef le paiement de leur indemnité, s'élevant à 80 francs. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
11. 1019. Par pétition du mois de juin 1836,
Le sieur J.-G. Doubet, soldat au 11^e régiment d'infanterie, demande qu'il lui soit accordé un congé illimité. — Concl. — Ordre du jour.
12. 1242. Par pétition datée de Rixingen, le 19 janvier 1837,
Le sieur Henri Tielens, milicien de 1823, demande une pension du chef d'infirmités contractées au service. — Concl. — Ordre du jour.
13. 1190. Par pétition sans date,
Des propriétaires du canton d'Oirsbeek, district de Maestricht, se plaignent d'une surtaxe en fait d'impositions foncières,

comparativement aux autres cantons de la province de Limbourg.
— Concl. — Renvoi de cette pétition à M. le ministre des finances.

14. 1186. Par pétition datée de Couthuin, arrondissement de Huy, le 10 janvier 1837,

Le sieur Jean-Nicolas Guillitte, fils unique et milicien de 1833, se plaint d'avoir été désigné pour le service, contrairement à l'art. 15 de la loi du 27 avril 1820, et demande que la Chambre intervienne pour faire prononcer son licenciement. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.

15. 1137. Par pétition datée de Mons, le 11 décembre 1836,

Le sieur A. Duplat, marchand boucher, à Mons, demande que la livraison de la viande pour la garnison de cette ville soit mise en concours. — Concl. — Ordre du jour.

M. J.-O. ANDRIES, 2^o Rapporteur.

16. 998. Par pétition présentée à la séance du 27 mai 1836,

Le conseil de fabrique de l'église de Notre-Dame à Verviers, demande que la Chambre prenne une disposition qui assure aux vicaires le paiement de leur arriéré. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

17. 1064. Par pétition présentée à la séance du 15 novembre 1836,

Les vicaires de plusieurs paroisses de la ville de Liège demandent le paiement de l'arriéré de leur traitement. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

18. 999. Par pétition présentée à la séance du 30 mai 1836,

Le conseil de fabrique de l'église annexe de Koekelberg (Brabant), demande que les traitements des desservants d'annexes soient mis à la charge de l'État, comme l'est celui des desservants de succursales, et portés à la même somme de 800 fr. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

19. 1010. Par pétition présentée à la séance du 3 juin 1836,

Un grand nombre de négociants de Bruxelles demandent l'abrogation de l'arrêté du gouvernement provisoire, qui supprime les *leges* des douanes. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.

20. 1014. Par pétition présentée à la séance du 6 juin 1836,

Le sieur Moraux ex-employé des douanes, admis à la retraite, réclame le paiement d'une somme de 61 francs qui lui revient du chef de sa pension, pour le 1^{er} semestre 1832. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.

21. 1034. Par pétition présentée à la séance du 11 novembre 1836,
Le sieur Jacques Marechal, batelier à Jemeppe (Liège), demande une indemnité de 500 fr. , du chef de dégats essayés par son bateau, qui a servi à l'établissement d'un pont sur le canal de Maestricht à Bois-le-Duc en 1831, pour le passage des troupes. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
22. 1035. Par pétition présentée à la séance du 11 novembre 1836,
Des habitants notables du faubourg de Schaerbeek demandent une pension pour la veuve du notaire Herman, ex-bourgmestre de cette commune. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
23. 1042. Par pétition présentée à la séance du 12 novembre 1836,
Le sieur J.-A. Borrekens, à Ixelles demande qu'il soit fait rapport par la commission des pétitions, de la requête du sieur Derudder d'Anvers, tendant à ce que le gouvernement se constitue garant comme l'avait fait l'ancien gouvernement aux porteurs d'obligations créées pour la construction d'un entrepôt général à Anvers. — Concl. — Renvoi à MM. les ministres de l'intérieur et des finances, avec demande d'explication.
24. 1046. Par pétition présentée à la séance du 12 novembre 1836.
Le sieur François Callens, ébéniste, à Bruxelles, demande le remboursement à titre d'indemnité, d'une somme de 2,000 fr., qui lui a été enlevée par les Hollandais en 1830. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion de la loi sur les indemnités.
25. 1047. Par pétition présentée à la séance du 12 novembre 1836.
Le sieur Antoine, desservant à Compogne (Luxembourg), demande le paiement du secours, qui était payé à son parent Antoine (Nicolas-Joseph), desservant démissionnaire pour infirmités, en remplacement de la pension à laquelle il avait droit en vertu de l'arrêté du 21 août 1816; secours qui n'a pas été payé depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 4 mai 1836, jour de son décès, et dont on refuse le paiement, parce qu'il n'y a pas eu d'arrêté de continuation de secours antérieur au décès. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
26. 1060. Par pétition présentée à la séance du 15 novembre 1836,
La dame baronne De Messemaere, née De Doncker, demande que ce qu'elle reçoit du gouvernement à titre de secours, soit porté de 200 fl. à 300. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
27. 1061. Par pétition présentée à la séance du 15 novembre 1836,
Un grand nombre d'habitants de Zeelhem (Limbourg) demandent :
1^o Que l'élection qui a eu lieu le 5 novembre 1836, en remplacement d'un membre du conseil communal qui avait donné sa démission soit annulée;

2° Que l'ancien bourgmestre qui fait de nouveau partie du conseil soit maintenu dans ses fonctions. — Concl. — Ordre du jour.

28. 1070. Par pétition présentée à la séance du 17 novembre 1836,
La dame veuve du sieur Mersch, conservateur des hypothèques à Liège, demande que sa pension de la caisse de retraite lui soit payée en intégralité, par conséquent, soit portée de fr. 6,000 à fr. 9,902. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée du rapport du projet de loi sur la caisse de retraite.
29. 1092. Par pétition présentée à la séance du 28 novembre 1836,
Le sieur Victoor, notaire à Messines (Flandre occidentale), adresse des observations sur le projet de nouvelle circonscription judiciaire, et demande qu'en cas de modification des cantons actuels, on modifie l'art. 5 de la loi de ventose an XI. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.
30. 1094. Par pétition présentée à la séance du 29 novembre 1836,
Le sieur Herla, ancien directeur des contributions directes, etc., renouvelle sa demande, que sa pension liquidée en 1827 à fl. 1,617, et portée en 1828 sous la forme de *toelage* à fl. 4,000, lui soit payée sur ce dernier pied. — Concl. — Ordre du jour.